



MBOTE NA HCR

Numéro 1 Septembre 2015

Le bulletin du Haut Commissariat des Nations Unies pour les Réfugiés en République du Congo



UNHCR

United Nations High Commissioner for Refugees
Haut Commissariat des Nations Unies pour les réfugiés

SOMMAIRE DE CE MOIS

RENCONTRE AVEC IBRAHIMA TRAORE,
REPRESENTANT DE UNHCR AU CONGO

2 et 3

LES VISAGES DU HCR AU CONGO : ANNIE DUMONT,
CANADIENNE
Une carrière au service des réfugiés

4

ALBUM PHOTOS

5

SUITE FOCUS et ZOOM SUR ...Terre Sans Frontières

6



Crédit photo : Roudy Appolon, Associate ICT officer, UNHCR, Brazzaville, frère et soeur Rwandais, opération d'enregistrement des réfugiés et demandeurs d'asile, Brazzaville, République du Congo, 22 Août 2015

FOCUS

Vérification et enregistrement biométrique de tous les réfugiés et demandeurs d'asile

Le Congo est le 2e pays en Afrique et le 4e au monde à utiliser la méthode BIMS (Biometric Identification Management System)

A Brazzaville, cette opération a commencé le 17 août et se déroule jusqu'au 2 septembre 2015. par la suite le personnel de protection HCR/CNAR mais aussi les autres partenaires et sections du HCR se rendront dans tout le pays notamment à Bétou, la Likouala, Ouessou/Pokola, Pointe Noire entre Autres localités. Au préalable, une formation du 6 au 16 août des agents de saisie a permis de renforcer l'équipe du HCR et du CNAR.

Colince Guedje Ngatsi, administrateur principal pour l'enregistrement couvre la zone Afrique Centrale et il est basé à Kinshasa en RDC. Il nous présente cette vaste opération qui s'étendra sur tout le territoire jusqu'en décembre 2015 et nous explique sa particularité, ses étapes et les intérêts autant pour les réfugiés que le HCR et le gouvernement.

"Le HCR va vers un système d'enregistrement et d'identification global qui va permettre à chaque réfugié qui s'est enregistré à un moment donné d'être reconnu partout dans le monde. Avec l'identification, quelque soit le mouvement ou le déplacement, le réfugié peut bénéficier de la protection et de l'assistance du HCR et du gouvernement. Ce système est une révolution. Il existe depuis un moment bien sûr mais nous voulons qu'il s'étende à un niveau global. Nous procédons d'abord à une vérification puis nous recueillons les données biométriques c'est à dire l'empreinte digitale, l'empreinte de l'iris (oeil) et la photographie. Il faut d'abord bien sûr s'assurer que chaque réfugié possède l'information concrète sur ce que nous faisons. Une fois cette étape revue, on passe à l'admission et la vérification de la composition familiale, puis suite aux enquêtes approfondies des services communautaires et leurs recommandations, nous leur faisons passer une interview approfondie pour mettre à jour, vérifier, corriger ou compléter les informations". Suite en page 6

RENCONTRE AVEC IBRAHIMA TRAORE REPRESENTANT DE UNHCR AU CONGO



De nationalité Burkinabé, Ibrahima Traoré a pris fonction en République du Congo en Janvier 2014. Sa riche carrière aux Nations-Unies remonte à 1988 lorsqu'il est affecté comme Volontaire des Nations Unies à Djibouti. Après deux années en qualité d'économiste industriel, il s'envole pour le Tchad et y séjourne jusqu'en 1993 comme chargé de programme VNU. Pour nous expliquer comment il s'est retrouvé dans la famille UNHCR, voici l'anecdote qu'il nous a soufflé. Au Tchad, faute de l'existence formelle d'un bureau HCR, la secrétaire du programme de VNU s'occupait de la gestion des réfugiés et au départ de congés maternité de cette dernière, Monsieur Traoré s'est retrouvé à gérer les réfugiés pendant deux à trois mois. Par la suite repéré et intéressé par cette mission qui correspondait également à sa personnalité, il a intégré l'agence en 1993. Après des missions respectives en Ouganda, en RDC, en République du Congo précisément à Pointe Noire de 1996 à 2000, puis au Bénin, au Congo à nouveau, au Burundi, au Togo et au Tchad, il est actuellement le numéro 1 du HCR en République du Congo. Amateur de musique douce, il pratique du yoga, du footing et de la méditation.

Quelle est votre appréciation de la coopération entre le gouvernement de la république du Congo et le HCR ?

Les relations entre notre agence et l'Etat congolais sont vraiment excellentes à tous points de vue. Je saisis d'ailleurs l'occasion pour les remercier. Tout est mis en œuvre par les autorités de la République du Congo pour le respect des différentes conventions signées, en rapport avec les droits des réfugiés. Certes, il arrive que de temps en temps, par méconnaissance des textes, certains citoyens posent quelques actes en déphasage avec les droits des réfugiés mais les autorités ont toujours pris les mesures idoines dès lors que nous les en informions. Il est à noter que le début de la présence du HCR en République du Congo remonte aux années 70, alors qu'un bureau de liaison est ouvert à Pointe Noire pour faire face à un premier grand afflux de réfugiés venant de l'Angola. L'antenne du HCR à Brazzaville a été par la suite officiellement inaugurée en 1984.

Quelle est la contribution de la communauté d'accueil dans la protection et l'assistance des Réfugiés au Congo ?

A ce sujet, les Rwandais par exemple ont été bien accueillis à l'intérieur du pays dans la Likouala. Vous pouvez voir que parmi les étrangers qui font des activités commerciales, figurent une bonne partie de réfugiés. Certains ont même construit des maisons qui sont loués par des ONG. Moi-même, une fois j'étais en mission dans la Likouala, il y'avait des problèmes de logement et j'ai été accueilli chez un réfugié. Tout dernièrement, lorsque j'étais à Ouessou lors de la célébration de la fête de l'indépendance, j'étais logé dans la maison d'un réfugié en compagnie d'autres invités. L'intégration est vraiment un fait.

Quelles sont les solutions envisagées dans le court et moyen terme vis-à-vis des réfugiés ?

Cela dépend de la nationalité de chaque réfugié. Les congolais de la RDC sont là depuis quelques années. Parmi les 140 000 qui vivaient au Congo, 120 000 ont été rapatriés. Il en reste actuellement 20 000 et le rapatriement est toujours d'actualité pour ceux qui vont exprimer le souhait. En ce qui concerne les Rwandais, la plupart d'entre eux a demandé à rester plutôt. Je rappelle qu'ils sont frappés par la clause de cessation du statut de réfugié (en abrégé clause de cessation), ce qui veut dire que la communauté internationale estime que les conditions de vie au Rwanda permettent aux citoyens rwandais de repartir vivre chez eux. Selon les textes, individuellement, chaque réfugié peut faire un recours pour justifier sa présence sur le territoire d'accueil. La plupart des réfugiés rwandais en République du Congo ont opté donc pour ce recours.

SUITE RENCONTRE...

Et un comité doit étudier cela au cas par cas. En ce qui concerne les Centrafricains, arrivés en dernier, bien qu'en 2003, environ 6000 d'entre eux étaient là, ceux-là ont été rapatriés puis avec la crise en 2014, ils sont revenus. A la suite des élections, nous espérons que tout va très bien se passer et sûrement plusieurs parmi eux souhaiteront rentrer. Nous allons donc sans doute travailler sur une opération de rapatriement de réfugiés centrafricains en 2016. C'est une possibilité.

Il est question pour le HCR de faciliter dans la logistique le vote des réfugiés centrafricains vivant au Congo, aux prochaines élections présidentielles en RCA. Pouvez nous dire quelques mots sur cet apport du HCR ?

Oui, le vote ou la participation des réfugiés centrafricains aux prochaines élections d'Octobre 2015 sera effectif. En effet, les autorités centrafricaines l'ont autorisé et la communauté internationale a suivi. Il y'a un accord tripartite qui sera signé entre le HCR, le gouvernement centrafricain et celui congolais et nous y retrouverons des engagements de toutes les parties. Après la signature effective, nous pourrions communiquer plus d'informations à ce sujet.

Quelle est la contribution du HCR au niveau régional dans la réconciliation et le processus de paix qui permettent aux déplacés et plus généralement aux réfugiés de rentrer dans leurs pays d'origine?

Dans nos contacts quotidiens avec les réfugiés, nous les sensibilisons pour être des agents et des acteurs de paix et aussi pour respecter les lois du pays d'accueil. Et leur conseillons de vivre en harmonie avec les populations qui les ont accueillis. Le 20 juin dernier, j'ai beaucoup insisté sur ce sujet. Le HCR contribue à la paix de façon générale dans les pays d'accueil et les pays d'origine. Nous ne faisons pas de la médiation politique au plus haut niveau mais dans l'exercice de notre mission au quotidien, nous opérons des interventions entre les réfugiés et les populations locales. Nous sommes des experts en médiation et des pacificateurs même si cela ne se dit pas (rires).

Quels sont les défis de financement que rencontre votre agence dans l'exécution des opérations pour répondre aux besoins des réfugiés ?

Ils sont énormes. Nous avons les groupes spécifiques parmi lesquels on compte les malades, des femmes, des handicapés et des enfants vulnérables. On arrive difficilement à combler leurs besoins. Le HCR rencontre beaucoup de difficultés financières et nous sollicitons la générosité des donateurs. Dans l'éducation par exemple, les défis en matière de ressources sont au point où pour la rentrée scolaire 2015-2016, les réfugiés qui recevaient une aide ne pourront plus en bénéficier. Les ressources ont diminué. Au niveau de la santé également, les ressources sont limitées. Nous arrivons de moins à moins à soigner les réfugiés actuellement au nombre de 60 mille en république du Congo.

L'opération d'enregistrement biométrique et de vérification a débuté à Brazzaville le 17 Août dernier. Quels intérêts présente-t-elle pour l'agence et pour les réfugiés?

Yolan, à gauche, 8 ans, originaire de la RDC vit depuis 2008 au Congo. A la question de M. Traoré, représentant de UNHCR, "que veux tu devenir plus tard après l'école?", sa réponse : "Président !"

Pour le HCR, cela va nous permettre d'avoir des statistiques beaucoup plus fiables. Nous connaissons exactement le nombre d'enfants, de personnes malades, etc. Et nous pourrions mieux répondre aux besoins de protection des réfugiés. C'est également un outil de plaidoyer auprès des donateurs. Pour les autorités, c'est un outil de sécurité et avec la prochaine participation des centrafricains aux élections, cela va nous faciliter la tâche. Le problème des doublons d'enregistrement sera mieux maîtrisé. C'est une opération qui est la bienvenue pour tous.

“Nous assistons 60 000 personnes et les ressources financières sont limitées”

Clause de cessation : Permet de mettre fin au statut de réfugiés lorsque des changements à la fois fondamentaux et durables ont eu lieu dans le pays d'origine et que les circonstances qui ont entraîné la fuite des réfugiés n'existent plus.

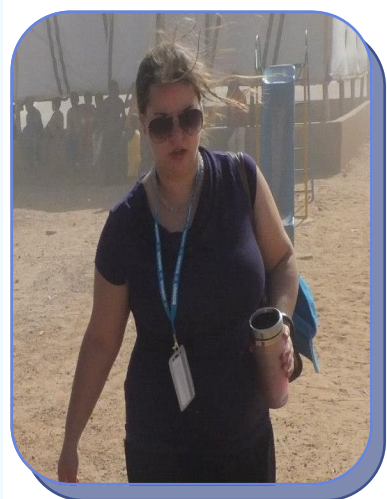
Les visages du HCR Congo

ANNIE DUMONT, CANADIENNE, 34 ANS

Une carrière au service des réfugiés

Actuellement, Senior Protection Officer (SGBV) au HCR à Brazzaville, Annie Dumont a une formation académique en Anthropologie Culturelle (Université Concordia à Montréal) et en Droit International des Réfugiés (Universités Américaine au Caire, en Egypte).

« Immédiatement après avoir terminé mes études en 2005, j'ai eu la chance de faire deux stages aux Nations Unies qui m'ont permis d'orienter ma carrière. Le premier comme assistante de recherche de Walter Kälin, Représentant à l'époque du Secrétaire général des Nations Unies pour les droits de l'homme des personnes déplacées dans leur propre pays. Ensuite suite à un stage au HCR en Egypte, comme assistante en réinstallation, j'ai développé une véritable passion pour le travail avec les réfugiés et j'ai décidé d'en faire une carrière. Après cela, une série de postes m'ont emmené, sur une période de 8 ans, à travailler dans six autres pays : Népal, RDC, Malawi, Egypte (en tant que staff HR cette fois), Burkina Faso, Cameroun et finalement, en République du Congo.



Burkina Faso, 2013

« Travailler dans le domaine de l'humanitaire en général, pendant 10 ans, et au HCR en particulier, a façonné la personne que je suis devenue maintenant. Je suis très sensible à la souffrance et à l'injustice auxquelles les réfugiés sont confrontés et c'est ce qui me motive à continuer dans cette voie, même si c'est un travail pour lequel on doit faire énormément de sacrifices dans sa vie personnelle si on veut réussir. C'est aussi un travail qui demande sans cesse de se réadapter et de réévaluer nos méthodes de travail et notre approche car chaque groupe ethnique ou culture avec laquelle nous travaillons a ses propres valeurs et traditions lesquelles nous devons respecter mais en même temps, il faut aussi respecter les standards internationaux en matière de droits humains. C'est dans l'harmonisation entre les valeurs de l'Organisation et celles des différents groupes de réfugiés que ma formation en anthropologie m'a été vraiment utile.

PROTECTION DES FEMMES

« Depuis 2009, j'ai travaillé exclusivement au HCR, d'abord aux Services Communautaires, ensuite à la Protection et finalement comme chargée de SGBV (Violences Sexuelles et Sexistes) depuis 2012. J'ai travaillé sur trois crises spécifiques en Afrique pendant ces dernières années; d'abord la crise en Libye, pendant laquelle j'étais basée à la frontière de l'Egypte et de la Libye, ensuite la crise malienne et finalement, la crise centrafricaine. En ce moment, je suis déployée dans le cadre d'une nouvelle initiative du HCR qui a débuté en 2014, il s'agit du programme 'Safe from the Start' qui met l'accent sur les violences sexuelles et sexistes dès le début d'une crise, afin que les activités de prévention, et de réponse soient priorisées et mises en place dès l'arrivée des réfugiés et permettent ainsi de réduire les violences et l'exploitation à laquelle de nombreuses femmes et filles sont confrontées lors des déplacements forcés ».

HUMANITAIRE

« Travailler dans le domaine de l'humanitaire en général, pendant 10 ans, et au HCR en particulier, a façonné la personne que je suis devenue maintenant. Je suis très sensible à la souffrance et à l'injustice auxquelles les réfugiés sont confrontés et c'est ce qui me motive à continuer dans cette voie, même si c'est un travail pour lequel on doit faire énormément de sacrifices dans sa vie personnelle si on veut réussir. C'est aussi un travail qui demande sans cesse de se réadapter et de réévaluer nos méthodes de travail et notre approche car chaque groupe ethnique ou culture avec laquelle nous travaillons a ses propres valeurs et traditions lesquelles nous devons respecter mais en même temps, il faut aussi respecter les standards internationaux en matière de droits humains. C'est dans l'harmonisation entre les valeurs de l'Organisation et celles des différents groupes de réfugiés que ma formation en anthropologie m'a été vraiment utile.

VOLONTARIAT

« Quand j'étais étudiante à Montréal, j'étais bénévole avec des nouveaux immigrants et réfugiés. Je les aidais à s'orienter et à s'intégrer dans leur nouveau chez-soi. Similairement, pendant mes études en Egypte, j'étais dans l'Association Etudiante pour l'Assistance aux Réfugiés (Student Action for Refugees). Sinon, j'ai aussi commencé à travailler aux Nations Unies comme VNU, pendant 3 ans, d'abord au Programme Alimentaire Mondial (Népal) et ensuite au HCR (Malawi).

JAZZ ADDICT

Loisirs : « D'abord l'équitation, je monte à cheval depuis que je suis enfant mais j'ai dû arrêter temporairement suite aux blessures que j'ai subies lors d'un accident l'an dernier, ensuite la lecture (je suis inséparable de mon livre électronique), et finalement, l'apprentissage continue de la clarinette; je persévère malgré que je ne suis pas très douée car je suis une mordue de jazz et de la période des Big Bands, vers 1920-1940, donc j'essaie tant bien que mal de reproduire ce style musical ».



A l'occasion de la journée mondiale des réfugiés à Brazzaville, 20 Juin 2015

Album photos



Visite de Mohamed Aidara, programme officer au PNUD/Mauritanie à l'occasion de l'enregistrement biométrique des réfugiés à Brazzaville, 20/08/2015



Notre ICT officer Roudy Appolon explique à Sika ahawo, Program officer VNU Congo au PNUD le processus d'enregistrement biométrique/20/08/2015



Frère et sœur originaires de la RCA, lors de leur enregistrement biométrique, 26 Août 2015, Brazzaville



Séminaires sur la sensibilisation à la sécurité routière à l'attention de tout le staff de UNHCR Congo, Brazzaville, 11 et 12 août 2015



Formation agents de saisie à Brazzaville 06 au 16 Août 2015 en prélude à l'enregistrement biométrique de tous les réfugiés et demandeurs d'asile au Congo



Staff UNHCR Bétou en pleine sensibilisation, prélude à l'opération de vérification et d'enregistrement biométrique. La période d'exécution est prévue du 11 septembre au 19 octobre 2015



Briefing de sécurité du HCR avec UNDSS, 26 août 2015
Brazzaville

À propos du HCR...

La mission première du Haut Commissariat des Nations Unies pour les Réfugiés (HCR) est d'assurer la protection internationale et la recherche de solutions durables pour les réfugiés, conformément au mandat défini par le statut du HCR et la convention de 1951 relative au statut des réfugiés. Ce faisant, le HCR appuie le Gouvernement de la République du Congo afin de garantir les droits et le bien être des réfugiés. Le HCR s'assure notamment que les réfugiés bénéficient du droit d'asile et qu'ils puissent rentrer de leur plein gré dans leur pays d'origine, s'intégrer localement ou s'installer dans un pays tiers.

Le HCR travaille en étroite collaboration avec le Gouvernement de la République du Congo, ainsi qu'avec ses partenaires locaux et internationaux et les autres agences du système des Nations Unies, dont le Programme Alimentaire Mondial (PAM) qui assure l'assistance alimentaire nécessaire au bien être des réfugiés et des autres personnes relevant du mandat du HCR.

Au Congo, le Staff UNHCR est composé de 68 personnes qui coordonnent la Représentation à Brazzaville et les deux bureaux de terrain à Bétou et Impfondo.

Le chiffre du mois

5979 réfugiés toutes nationalités confondues enregistrés avec la méthode BIMS à Brazzaville au 26 Août 2015

FOCUS

Suite...

A quoi sert l'opération de vérification et d'enregistrement biométrique?

Colince Guedje Ngatsi, administrateur principal pour l'enregistrement couvre la zone Afrique Centrale et il est basé à Kinshasa.

“La carte d'identité est renouvelée si elle était expirée ou fournie pour ceux qui n'en possédaient pas notamment les jeunes âgés de plus de 17 ans”

Objectifs annexes

“Cette opération nous permet aussi d'évaluer les problèmes liés à la protection en général, nous souhaitons savoir par exemple combien de réfugiés ne possèdent pas de documents d'état-civil tels que l'acte de mariage ou l'acte de naissance. On verra ainsi l'ampleur des enfants exposés à des risques et mettre en place un programme de soutien avec la collaboration du gouvernement congolais. Nous allons aussi évaluer tous les cas de demandes d'asile et voir si certains doivent être effectivement clôtés ou pas. Une enquête sur les moyens de survie pour les groupes des réfugiés installés depuis un bon moment comme les Rwandais est associée pour globalement améliorer notre planification en termes de réponse.”



Qui est concerné ?

- Seuls les réfugiés et demandeurs d'asile vivant en République du Congo, qui sont déjà enregistrés par l'UNHCR et le Comité National d'Assistance aux Réfugiés (CNAR).
- Les familles doivent se présenter avec tous les membres de la famille.
- Les unions polygames, même s'ils ne vivent pas sous le même toit, doivent se présenter ensemble.

Que doit-on apporter ?

- Pour les réfugiés : Tous les documents personnels en votre possession comme la carte d'identité de réfugié et/ou attestation de réfugié, la carte de ration, certificat de mariage, acte ou certificat de naissance etc.
- Pour les demandeurs d'asile : Autorisation provisoire de séjour délivrée après le 30 juin 2014 et/ou l'attestation de prise de contact ou de demande d'autorisation provisoire de séjour délivrée après le 1er janvier 2015 ainsi que tout autre document personnel ou relatif au dossier de demande d'asile.
- La vérification peut prendre du temps. Prenez de quoi vous nourrir et hydrater (par exemple lait et biscuits pour les enfants).

Qu'est-ce que l'enregistrement biométrique ?

- C'est la collecte des empreintes digitales et des données de l'iris par photographie de l'œil. La collecte des données se déroule sans aucune gêne ou risque pour la personne. La procédure est simple, rapide et nécessite beaucoup d'une prise d'une photo sans flash, en regardant dans les jumelles.



Les étapes:

1. Accueil
2. Prise en charge
3. Vérification biométrique
4. Interview/Mise à jour
5. Enregistrement biométrique
6. Contrôle de qualité
7. Remise des documents aux personnes éligibles

La vérification vous apporte:

- Vos besoins particuliers seront connus pour une meilleure prise en charge
- Programmes de protection, d'assistance, d'intégration et autre soutien adaptés aux besoins
- Protection accrue par les nouveaux documents de protection sécurisés aux personnes éligibles



TOUTE PERSONNE PORTANT UNE ARME SERA PUIS ADMISE AU CENTRE DE VERIFICATION



TOUS LES SERVICES SONT GRATUITS

- Si une personne vous promet de l'assistance ou autres avantages en échange contre de l'argent ou autre service, elle vous ment et commet de la fraude.
- Informez immédiatement l'UNHCR et/ou le CNAR.



VOTRE DEVOIR EST DE FOURNIR LES INFORMATIONS CORRECTES

- Toute fausse information ou dissimulation intentionnelle de faits est considérée comme une fraude.
- L'auteur d'un tel acte peut faire l'objet de suspension de l'assistance du Gouvernement du Congo, de l'UNHCR et de ses partenaires.



Nos partenaires de mise en œuvre

Terre Sans Frontières

Maquette, rédaction et photos :

Halima Aminata DJIGO DIOP
Associate Public Information Officer
UNHCR, 6, Rue 18 Mars 1977
Quartier Cathédrale B.P: 1093 Brazzaville
République du Congo

Contacts :

+242 06 423 10 35

+242 05 399 96 29

djigoh@unhcr.org

TSF est un organisme de coopération internationale de droit canadien. Sa mission est entre autre, de rechercher un monde d'espoir, de tolérance et de justice sociale où la pauvreté est éradiquée et où les peuples vivent dans la dignité et la sécurité. Elle a débuté ses activités dans le Département de la Likouala, le 1er janvier 2015. TSF est mandatée par l'UNHCR pour la mise en œuvre du projet d'assistance en santé, nutrition et VIH-SIDA auprès des réfugiés ruraux dans le Département de la Likouala.

